



Source: 20minutes.fr Manon Aublanc avec AFP

Florian Philippot lance «Les Patriotes», une association «dans le FN»

Florian Philippot, vice-président du Front national contesté en interne pour son intransigeance sur la sortie de l'euro, lance cette semaine une « association au sein du FN » nommée « Les Patriotes », a-t-il indiqué lundi à l'AFP, confirmant une information de L'Opinion.

Cette association aura pour but de « défendre et porter le message de Marine Le Pen au soir du second tour de l'élection présidentielle ». Marine Le Pen avait annoncé une « transformation profonde » à venir du Front national, qui pourrait passer par un changement de nom du parti vieux de près de quarante-cinq ans. Florian Philippot sera président de l'association.

>> A lire aussi : Front national: Florian Philippot est-il seul contre tous?

Trois vice-présidents seront nommés : son lieutenant Sophie Montel, eurodéputée depuis 2014 ; le comédien Franck de Lapersonne, qui a rallié le FN lors du lancement de la campagne présidentielle de Marine Le Pen à Lyon et qui sera candidat aux législatives ; Maxime Thiébaut, ex-délégué national du parti de Nicolas Dupont-Aignan, Debout la France, qui a annoncé lundi son ralliement au FN et qui sera candidat aux législatives en Saône-et-Loire. Le conseiller régional FN Eric Richermoz, autre proche de Florian Philippot, sera le « secrétaire général » de l'association, dont le nom avait été déposé à l'Institut national de la propriété intellectuelle par Joffrey Bollée, directeur de cabinet de Florian Philippot, en avril 2015.

S'il sera possible d'adhérer à l'association « Les Patriotes » sans être membre du FN, Florian Philippot a assuré à l'AFP qu'il n'y avait « aucune raison » de voir dans cette association une concurrence pour le FN. « C'est juste une association dans le FN et pour la victoire de Marine Le Pen », a-t-il dit. Le numéro deux du FN avait indiqué ce jeudi qu'il quitterait le FN si celui-ci retirait de son programme la sortie de l'euro. « Un parti qui défend la Nation » ne peut « renoncer à un débat qui est essentiel », avait-il précisé. « Nous ne pourrions pas faire l'économie d'une réflexion. Le débat est toujours préférable au chantage », l'a mis en garde lundi dans le Figaro le numéro trois du parti de Marine Le Pen, Nicolas Bay, se faisant ainsi

l'écho de nombreux cadres et dirigeants du parti qui imputent à cette sortie de l'euro, pourtant largement édulcorée pendant la campagne présidentielle, une partie de la défaite de second tour.